

## Dynamiques et perspectives du secteur des télécommunications en RDC

RDC. Note de Jean-Paul Mvogo\* pour CAPafrique, septembre 2009

*Pays souvent relégué à la rubrique faits divers et conflits, la République Démocratique du Congo célébrera en 2010, comme nombre de pays africains, ses 50 ans d'indépendance. État-continent promis à un brillant avenir en 1960, la RDC n'a malheureusement pas rempli toutes les promesses de la prophétie en raison des troubles qui l'ont secoué au cours des 15 dernières années.*

*Suite à la transition politique, à l'apaisement de ses relations avec le Rwanda et au rebond observé sur le marché des matières premières, ce pays suscite de nouveau l'intérêt des investisseurs internationaux. En fait, bien au-delà du traditionnel intérêt pour ses différentes ressources minières, les futurs relais de croissance du secteur privé congolais sont à rechercher dans les secteurs secondaire et tertiaire. S'inscrivant dans le cadre d'une série de trois articles, cette contribution dresse un état des dynamiques parcourant le secteur des télécommunications congolais. Ce dernier représente désormais 10 % du PIB et connaît une progression spectaculaire (la contribution du secteur au PIB a crû de 6 % entre 2007 et 2008).*

Depuis quelques semaines, le secteur des télécommunications congolais est traversé par de nombreuses rumeurs. Qu'il s'agisse de la téléphonie mobile, de la fourniture d'accès ou de la mise en oeuvre d'infrastructures lourdes par les pouvoirs publics, tous les compartiments du secteur sont en effervescence.

Celle-ci s'explique, en partie, par le jeu stratégique des grands opérateurs mondiaux de téléphonie mobile pour se positionner sur le marché africain, une des dernières frontières dans ce secteur. Cinq d'entre eux (*Zain, France Telecom, Vodacom, MTN, Millicom*) s'activent depuis quelques mois autour de la RDC dans le cadre de manœuvres de pénétration du marché mais aussi de cessions/recentrage de leurs activités.

Cet intérêt est d'autant plus compréhensible au vu du potentiel de croissance des TIC en RDC: ce pays, grand comme 5 fois la France (il faut compter une distance moyenne de 1 300 kilomètres entre Kinshasa et les trois plus grandes villes), accueille aujourd'hui la 18<sup>e</sup> population mondiale et comptera près de 100 millions d'habitants en 2025.

À ces tendances démographiques prometteuses s'ajoutent les fondamentaux du secteur. Sur la période 2003-2008, le nombre d'utilisateurs de téléphones mobiles est passé de 1,2 à 9,2 millions d'habitants, soit une croissance de près de 650 %. Au-delà de cette forte progression de leur base clients, les 4 opérateurs présents sur le marché congolais de la téléphonie mobile (*Vodacom, Zain, Tigo et CCT*) réalisaient un chiffre d'affaires cumulé de 606 millions de dollars en 2008 et cet indicateur a bondi de 110 % entre 2003 et 2006.

Et ce malgré l'intense concurrence que se livrent les opérateurs entre eux pour conserver ou accroître leur base clients à coups de réductions des tarifs d'appels internationaux, des coûts d'interconnexion entre réseaux ou à travers la mise en place de différents services (tarification à la seconde, instauration de forfaits de messagerie instantanée...).

Les perspectives de croissance du marché de la téléphonie mobile sont bonnes et ce d'autant plus que le taux de pénétration dans ce secteur n'était que de 14 % en 2008 d'après l'*International Télécommunication Union (ITU)*. Le retour de la stabilité et l'amélioration des perspectives de croissance économique (signature d'un accord pour l'allègement de la dette en 2010 et rebond du cours des matières premières depuis quelques semaines) laissent, par ailleurs, augurer la poursuite d'une croissance forte et durable dans ce compartiment.

Autre secteur dans lequel le retard est encore plus important (et les perspectives intéressantes): la fourniture d'accès à Internet. La RDC ne comptait en 2008 que 290 000 personnes disposant d'un accès direct à une connexion Internet soit 0,4 % de la population. Au-delà de *Microcom* implanté sur ce marché depuis 1982 et des solutions proposées par les opérateurs de téléphonie mobile, plus d'une vingtaine d'opérateurs ne s'y sont pas trompés et ont choisi de développer leurs activités en RDC (*Afrinet, Cielux, Iburst, Cybernet*). Le rythme des implantations d'opérateurs dans ce secteur s'est accru en quelques mois mais l'accès direct à Internet demeure encore un luxe pour la majorité des congolais, tant le coût de la connexion reste encore prohibitif et ce malgré le rôle des cybercafés dans la démocratisation de l'Internet.

Principale raison: la limitation de bande passante Internet vers la RDC. Contrairement à de nombreux pays du Golfe de Guinée reliés aux réseaux internationaux de transfert de données par le câble sous-marin SAT-3, la RDC réalise in fine ses connexions à Internet par l'intermédiaire de connexions satellites dont le coût est largement plus élevé. Autre raison: le coût du matériel nécessaire à la connexion entre l'utilisateur final et son fournisseur d'accès.

Ces contraintes expliquent la faiblesse de la largeur de bande globale ou disponible par utilisateur. Cette dernière était de 34 bits par utilisateur congolais contre 283 au Cameroun, 2 439 au Gabon ou 1 680 en Guinée Équatoriale.

Différentes initiatives sont en cours pour améliorer l'accessibilité et l'efficacité des différents réseaux dont la mise en œuvre d'une nouvelle architecture nationale des télécommunications (projet de *Backbone national*). Cette dernière comprend le déploiement d'un réseau de fibre optique et un volet satellitaire. La première partie de ce projet semble bien avancé : l'*Office Congolais des Postes et Télécommunications (OCPT)*, en partenariat avec la firme chinoise *CITCC*, a démarré mi-mai 2009 les travaux de pose de la fibre optique entre la ville portuaire de Moanda et Kinshasa sur une distance de 545 kilomètres. À terme, ce chantier devrait permettre le raccordement de la RDC au câble sous-marin SAT-3.

Afin de lever les obstacles pesant sur l'interconnexion (les opérateurs réalisent pour le moment eux-mêmes l'interconnexion entre les différents réseaux nationaux mais aussi leur accès au réseau international), une passerelle et un switch devraient être installés pour centraliser les communications internationales mais aussi faciliter l'interconnexion des communications entre abonnés appartenant à des réseaux différents.

Ces différents investissements devraient permettre de baisser le coût de l'interconnexion entre réseaux, diminuer le coût des communications pour l'utilisateur final, favoriser l'entrée de nouveaux acteurs et alimenter la dynamique du secteur. Deux conditions fortes doivent néanmoins être réunies afin de maximiser le potentiel de la RDC dans le domaine des TIC. Premièrement, l'adossement de l'opérateur public à un partenaire stratégique fort. Deuxièmement, l'amélioration de l'environnement des affaires. La *Fédération des Entreprises du Congo*, la chambre patronale, faisait de ce dernier facteur un des piliers de la croissance du secteur. À titre d'exemple, la contrainte énergétique, en obligeant les opérateurs à recourir à des groupes électrogènes, est un facteur de hausse du coût final utilisateur.

Le plan d'action du Gouvernement dans le secteur énergétique et une étude réalisée par le *PNUD* sur la rationalisation des attributions des structures encadrant le fonctionnement du secteur devraient apporter des solutions dans ce domaine. Ce faisant, on ne peut qu'espérer que la RDC perpétuera une longue tradition d'innovation et de *success stories* dans ce secteur à l'image de celle d'Alioune Conteh, qui après avoir œuvré dans le secteur du transport, a réussi à créer une société qui quelques années plus tard devint... *Vodacom Congo*, le premier opérateur de téléphonie mobile du pays. ■

---

\* **Jean-Paul Mvogo** est le responsable du pôle finances de CAPafrique et chef de projet d'Optimise Africa ([www.optimiseafrica.com](http://www.optimiseafrica.com)).